



Ambassade de France en Chine
Service économique de Pékin

Paris, le 12 juillet 2019
Affaire suivie par : Hannah Fattouh,
David Karmouni

Tensions et réformes dans le secteur bancaire chinois

Les autorités chinoises ont engagé depuis plus d'un an et demi une démarche résolue d'assainissement du secteur financier. La première cible en a été le shadow banking, dont le développement avait pris des proportions inquiétantes.

Les effets de cette politique se font néanmoins sentir bien au-delà du seul segment du shadow banking. La faillite récente d'une banque (Baoshang Bank) a remis en avant les préoccupations sur la santé du secteur bancaire lui-même, ou plus précisément sur les – nombreuses – petites et moyennes banques. Les inquiétudes ont touché le marché interbancaire sur lequel ces banques, peu pourvues en dépôts, venaient se financer. L'incertitude quant au risque de contrepartie vient perturber le fonctionnement de ce marché, pourtant crucial en Chine.

A un moment où l'économie chinoise ralentit fortement, et où le secteur privé manque cruellement de financements, les autorités sont désormais confrontées à un dilemme. Elles veulent préserver la crédibilité de leur démarche d'assainissement mais ne peuvent priver le secteur bancaire de liquidités.

Un secteur bancaire très hétérogène, que les autorités chinoises cherchent à assainir

Contrairement au secteur bancaire français, son équivalent chinois est faiblement concentré, les cinq principales banques commerciales (des SOE contrôlées par le ministère des Finances) ne représentent que 40% des actifs. Elles sont fortement capitalisées, disposent d'une base de dépôts confortable et financent les grandes entreprises les moins risquées. En revanche, les *city commercial banks*, qui ont pratiquement doublé leurs parts de marché en 10 ans, représentent aujourd'hui près de 13% du secteur bancaire et sont particulièrement actives pour le crédit au secteur privé. Faute d'une large base de dépôts — n'étant pas autorisées à opérer en dehors de leur province d'origine et en raison d'un accès au refinancement de la Banque centrale plus coûteux — elles sont tributaires du *shadow banking*. Malgré une moindre qualité de leurs actifs, elles parvenaient à obtenir des financements à bas coût sur le marché interbancaire, le passif interbancaire étant perçu comme assorti d'une garantie implicite. Plusieurs banques de ce type ont fait l'objet d'opérations de renflouement et/ou de résolution, réalisées sans publicité aucune jusqu'à la résolution de Baoshang fin mai. Les *joint-stock banks* (banques de taille intermédiaire cotées en bourse) et les *Rural Financial Institutions* représentent 30% des actifs bancaires et devront être recapitalisées à terme.

[Depuis la mi-2017, les autorités ont pris de multiples mesures pour tempérer l'activité des segments les plus dynamiques du secteur financier \(*shadow banking*\)](#). Ces mesures ont fermé la porte aux sources de financements alternatives, dont les WMPs¹ et les financements interbancaires (NCDs²). Les banques sont également tenues de provisionner davantage pour répondre aux nouveaux critères d'adéquation des fonds propres et aux exigences de traitement des crédits non-performants. Par ailleurs, la base de dépôts stables continue de se contracter. La concurrence en matière de collecte pourrait également s'intensifier à mesure que les possibilités de financement diminuent. Les *joint-stock banks* et les banques régionales ont particulièrement été touchées, étant davantage tributaires de ce système de financement parallèle.

Un défaut sur le marché interbancaire, assumé par les autorités mais qui les oblige à prendre des mesures de soutien

[Le 24 mai, la Banque centrale \(PBoC\) et le régulateur des banques et des assurances \(CBIRC\) ont annoncé la prise de contrôle de la Baoshang Bank par la CBIRC pendant 1 an, en raison de « risques de crédit sérieux »](#). Cette mise sous tutelle se différencie des opérations de renflouement antérieures. Elle est plus transparente et a été effectuée avec la mobilisation du fonds de garantie des dépôts, constitué depuis 2015 sous l'égide de la PBoC. En outre, elle introduit une part de risque dans la résolution bancaire, dans la mesure où seuls les dépôts *retail* ont été garantis, cette garantie ne s'étendant pas au passif interbancaire de Baoshang bank (équivalant ainsi à une levée *de facto* de la garantie implicite). En ce sens, l'événement de crédit de Baoshang constitue le premier défaut interbancaire en Chine et un gage de la volonté de réforme des autorités.

[Si la PBoC a réaffirmé que la Baoshang était un cas isolé](#), cet événement a entraîné de fortes tensions sur le marché interbancaire, compte tenu de l'inquiétude suscitée par le défaut, notamment aux yeux des grandes institutions bancaires qui équilibrent le marché. On a pu ainsi noter des tensions sur le marché des NCDs, dont les émissions sont le fait pour 90% des petites et moyennes banques. Ces dernières ont de fait moins de fonds disponibles à prêter aux institutions financières non bancaires, dont des sociétés de courtage, qui investissent à leur tour sur le marché obligataire. D'où des effets de bord sur le marché des obligations structurées émises par les sociétés privées les moins bien notées et les véhicules de financement des gouvernements locaux.

[Afin de réduire les tensions, les autorités sont intervenues massivement](#). La PBoC a injecté plus de 600 Mds RMB de liquidité en juin, soit l'injection la plus importante depuis le début de l'année. En outre, afin d'assurer l'accès à la liquidité pour les petites et moyennes banques, la PBoC a pris des mesures techniques, telles que l'augmentation des quotas de *standing lending facilities* (SLF) et des quotas de réescompte ainsi que l'acceptation des NCDs comme collatéral. Elle a par ailleurs garanti des NCDs émis par une autre banque en difficulté, Bank of Jingzhou.

¹ Ces actifs financés par les produits de gestion de patrimoine hors bilan des banques, ainsi que les produits de gestion d'actifs d'institutions financières non bancaires ont encore reculé de 8% en 2018 après avoir reculé de 12% en 2017.

² (Negotiable Certificates of Deposits ou certificats de dépôts négociables, qui représenteraient jusqu'à 40% du passif des petites banques).

[La CSRC, régulateur des valeurs mobilières, a également pris des mesures pour soutenir les sociétés de courtage.](#) Elle a demandé aux neuf plus grandes sociétés de courtage et aux gestionnaires d'actifs d'offrir des liquidités aux sociétés de courtage de taille intermédiaire. En échange de ce soutien, la China Securities Finance Corporation, une entité publique, fournira des possibilités de financement aux sociétés participant au programme. Parallèlement, la PBoC et la CBIRC (régulateur bancaire) ont demandé aux grandes banques d'Etat de faciliter l'accès aux financements de ces sociétés. Finalement, la CSRC a relâché certaines restrictions concernant l'émission de *financial bonds* pour les sociétés de courtage et augmenté leur quota d'émissions d'obligations de court terme (*commercial paper*).

Hausse des coûts de financement pour les petites banques

L'événement Baoshang a accru la volatilité du marché et la différenciation des risques. Les banques les plus impactées par la résolution de Baoshang Bank ont été *les City Commercial Banks* et *les Rural Commercial Banks*, compte tenu de leur financement tributaire des CDN et des inquiétudes des investisseurs.

